

ÉVÉNEMENT

Ce que les territoires lointains disent de la France d'aujourd'hui

Ce qui nous protège le mieux, c'est
que Trump ne sait pas où se trouvent
nos outre-mer.

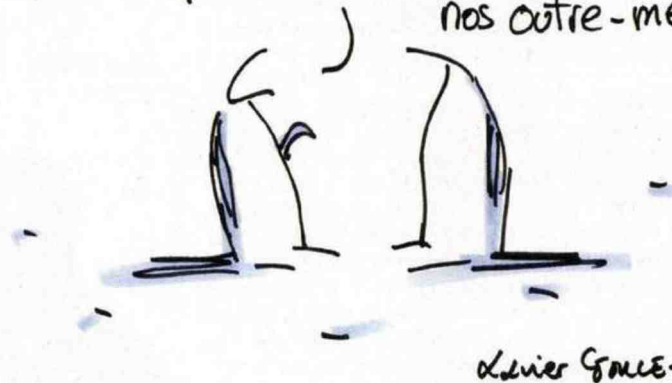


ILLUSTRATION: XAVIER GORCE POUR « LE POINT »

Forum. Face aux défis climatiques, économiques et sociaux, les territoires ultramarins français cherchent à redéfinir leur modèle. Des enjeux majeurs, évoqués au cours de la 5^e édition des « Outre-mer aux avant-postes », organisée par *Le Point* à la Maison de l'Océan.

PAR NATHAN HALLEGOT

Souvent regardés comme des périphéries, les Outre-mer jouent en réalité un rôle de révélateurs des crises à venir. Dans les départements, régions et collectivités ultramarines, celles-ci arrivent en effet plus tôt, frappent plus fort et durent plus longtemps. Accès à l'eau, à l'éducation, à

la santé, dépendance économique, pression démographique, exposition climatique, insécurité : ce que l'Hexagone perçoit encore comme des signaux faibles constitue déjà, sur place, le quotidien de plus de deux millions de personnes. Tout au long de la 5^e édition des « Outre-mer aux avant-postes », chercheurs, élus, responsables publics et acteurs économiques, réunis dans le

grand amphithéâtre de la Maison de l'Océan (Paris 5^e), ont croisé leurs regards et esquissé des pistes pour bâtir des politiques pérennes dotées de moyens – financiers, humains, logistiques – ajustés aux réalités territoriales. Gouvernance, entrepreneuriat, environnement : retours sur les débats qui ont rythmé cette journée d'échanges. ...

ÉVÈNEMENT

GOUVERNER DES TERRITOIRES QUI NE PEUVENT PLUS ATTENDRE



« Les Outre-mer ne doivent pas être traités comme un sujet périphérique. »

Naïma Moutchou,
ministre des Outre-mer

La séquence politique a rapidement posé la question de la stabilité de l'action publique. Depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, le ministère des Outre-mer a changé onze fois de titulaire. Une instabilité lourde de conséquences pour des territoires confrontés à des crises structurelles.

Arrivée Rue Oudinot il y a un peu plus de trois mois, la ministre des Outre-mer, Naïma Moutchou, a structuré son intervention autour de trois dossiers : la Nouvelle-Calédonie, Mayotte et la lutte contre le narcotrafic. Sur le Caillou, les émeutes de mai

2024 ont profondément déstabilisé le territoire. Près de 15 % du produit intérieur brut ont ainsi été perdus, alors que des entreprises ont fermé et qu'une partie de la population est partie, installant l'économie locale dans une spirale de récession.

Face à cette situation, la ministre a insisté sur la nécessité de rétablir un cadre de dialogue, malgré l'absence de certaines forces politiques autour de la table. Elle a notamment évoqué le boycott par le FLNKS des discussions liées à l'accord dit « Élysée-Oudinot », venu compléter celui de Bougival.

À Mayotte, plus d'un an après le passage des cyclones Chido et Dikeledi, les stigmates restent visibles. Si la reconstruction a commencé, le 101^e département français demeure sous tension permanente. L'État s'est pourtant engagé sur un effort financier de long terme : près de 4 milliards d'euros entre 2025 et 2030, dont 700 millions dès 2026, via un programme spécifiquement fléché.

La ministre a également rappelé que la montée du narcotrafic constitue un enjeu de souveraineté à part entière. Les Outre-mer sont à la fois des marchés et des zones de transit, exposés à des réseaux criminels structurés qui prospèrent sur les fragilités sociales et économiques. Dans ces conditions, l'action publique ne peut se limiter à la gestion de l'urgence. Sans stabilité, sans lisibilité, sans continuité, les territoires restent enfermés dans (et condamnés à) une succession de crises.

PARTENARIATS DE PROXIMITÉ

Guy Losbar, président du conseil départemental de la Guadeloupe, a par ailleurs plaidé pour la mise en place de « véritables stratégies territoriales » qui autoriseraient les territoires ultramarins à nouer, enfin, « de véritables partenariats ». Il a par exemple souligné l'absurdité de l'importation de certains produits alimentaires, rappelant au passage que 80 % de ceux qui sont consommés par la population guadeloupéenne viennent de l'extérieur.

« Trop souvent les gouvernements ont une perception des territoires d'outre-mer uniquement en termes de rattrapage. »

Guy Losbar, président du conseil départemental de la Guadeloupe



LES OUTRE-MER, MIROIRS GROSSISSANTS DES INÉGALITÉS

Pour Jeanne Belanyi, directrice de l'Observatoire des Outre-mer de la Fondation Jean-Jaurès, les territoires ultramarins concentrent et amplifient les failles de la République. À la Guadeloupe, la pénurie chronique d'eau potable ne relève pas seulement d'un enjeu sanitaire. Elle perturbe profondément la vie sociale et scolaire : établis-

« On attend de la France qu'elle assure, au-delà de l'égalité républicaine, une véritable équité républicaine. »

Jeanne Belanyi,
directrice de
l'Observatoire des
Outre-mer, Fondation Jean-Jaurès



sements fermés, journées de cours annulées, parfois pendant plusieurs semaines au fil d'une même année.

Dans plusieurs îles de l'archipel, l'absence de collège ou de lycée impose aux élèves des trajets quotidiens en bateau. Les familles les plus favorisées organisent le départ de leurs enfants vers l'Hexagone. Les autres restent, avec un risque accru de se retrouver confrontés à une situation de décrochage scolaire. La promesse méritocratique se heurte ici de plein fouet aux déterminismes sociaux et géographiques. L'égalité formelle ne suffit plus.

MATHILDE MAZARS/REA POUR LE POINT - (X3)

ÉVÉNEMENT



MAYOTTE: RECONSTRUIRE VITE, RECONSTRUIRE JUSTE

À Mayotte, la reconstruction a mis en lumière le rôle décisif des acteurs de terrain, publics comme associatifs. Nathalie Collin, directrice générale de la branche grand public et numérique de La Poste, est revenue sur l'ampleur du choc provoqué par les cyclones Chido puis Dikeledi. Sur l'île, près de 80 % des bureaux de poste ont été détruits. Les services bancaires et sociaux ont été interrompus, tandis que de nombreux agents étaient eux-mêmes sinistrés. Face à l'urgence, la dirigeante a expli-

qué avoir choisi d'assouplir certaines normes pour permettre aux équipes locales d'agir. Cette levée temporaire de cadres réglementaires s'est révélée décisive pour rétablir l'accès aux prestations sociales et aux services essentiels. En l'espace d'un mois, l'ensemble des bureaux avaient pu rouvrir.

À une autre échelle, Jean-Marc Borello, président du Groupe SOS, a défendu la même logique : faire confiance aux acteurs locaux et investir durablement dans les compétences sur place.



« Quand on est en situation de crise, soit on reste enfermé dans les normes et on ne s'en sort pas, soit on définit la priorité et on y va. »
Nathalie Collin, directrice générale de la branche grand public et numérique de La Poste



« Accompagner les gens, c'est leur permettre d'avoir une carrière sans quitter leur territoire. »
Jean-Marc Borello, président du Groupe SOS



Isabelle Hidaïr-Krivsky a rappelé les inégalités qui perdurent.

DROITS DES FEMMES: L'ANGLE MORT ULTRAMARIN

Dans les Outre-mer, les droits des femmes peinent encore à trouver une place à part entière dans les politiques publiques. Professeure à l'université de Guyane, Isabelle Hidaïr-Krivsky a rappelé que les inégalités de genre y prennent des formes spécifiques, largement invisibles depuis l'Hexagone. « Le mouvement de libération des femmes ne s'y est pas déployé de la même manière », dans des sociétés où la maternité demeure « fortement valorisée », parfois très tôt, et où la contraception reste entourée de tabous persistants.

En Guyane, mais aussi à Mayotte ou en Polynésie, l'accès aux droits reproductifs se heurte à des obstacles très concrets : éloignement des centres de santé, pénurie de médecins, parcours médicaux fragmentés, défiance envers les institutions. Beaucoup de femmes ignorent encore l'existence même des dispositifs de dépistage. Autant de réalités qui rappellent que l'égalité ne peut être pensée de façon uniforme.

Les Outre-mer ne demandent pas des réponses d'exception, mais des politiques à la hauteur de leurs réalités. À la Maison de l'Océan, une certitude s'est imposée : ces territoires ne sont pas des périphéries à rattraper, mais des avant-postes à écouter. Ce qui s'y joue aujourd'hui esquisse déjà les débats de demain pour l'ensemble de la République.

MATHILDE NAZARS/REA POUR « LE POINT » (X3) - ILLUSTRATION: XAVIER GORCE POUR « LE POINT »

ÉVÉNEMENT

RELIER ET PRODUIRE: DES ENJEUX STRATÉGIQUES

Dans les territoires insulaires, la continuité territoriale relève d'un impératif vital. Hugues Marchessaux, président du directoire d'Air Austral, a rappelé que l'avion n'est pas un mode de transport parmi d'autres: il constitue souvent le seul lien avec l'extérieur. Lors des crises récentes à Mayotte, la compagnie a joué un rôle clé dans le pont aérien, pour les passagers comme pour le fret et les équipements d'urgence.

Au-delà des situations de crise, la connectivité aérienne conditionne plus largement le développement économique. Dans l'océan Indien, les liaisons



« L'électricité est l'énergie du XXI^e siècle, car c'est la seule qui peut être produite de façon décarbonée et localement. »

Ariane Vuilloud, directrice régionale Outre-mer, TotalEnergies

entre les Outre-mer, l'Afrique de l'Est, le Moyen-Orient et l'Asie constituent un levier stratégique pour les échanges commerciaux, le tourisme et l'intégration régionale, bien au-delà de la seule relation avec l'Hexagone. Sur le plan énergétique, Ariane Vuilloud, directrice régionale Outre-mer de TotalEnergies, a présenté les territoires ultramarins comme des laboratoires de la transition énergétique: production locale, développement des énergies renouvelables, solutions de stockage pour pallier l'intermittence. Des territoires contraints, mais aussi pionniers, où l'autonomie énergétique devient une condition de survie économique autant qu'un enjeu de souveraineté.

ENTREPRENDRE DANS UN ENVIRONNEMENT CONTRAINT

Sur le terrain économique, Jérôme Perrin, directeur du réseau Outre-mer de Bred Banque populaire, a rappelé la capacité d'adaptation des entrepreneurs ultramarins, confrontés à l'éloignement, à l'insularité et à l'étroitesse des marchés. Chaque année, la Bred décaisse près d'un milliard d'euros à destination d'entreprises de toutes tailles. Mais les très petites structures restent fragilisées par un déficit chronique de fonds propres, auquel les banques ne peuvent se substituer seules.

Pour Hervé Tonnaire, directeur des Outre-mer à la Banque des territoires, la raréfaction de l'argent public impose un changement de paradigme. Dans des territoires confrontés à des besoins massifs – logement, infrastructures, services essentiels –, l'investissement subventionnel ne peut plus être l'unique levier. Il atteint ses limites et oblige à inventer d'autres montages, notamment en fonds propres, capables de sécuriser des projets viables sur le long terme.



« Quand on entreprend et qu'on réussit en Outre-mer, on peut entreprendre partout. »

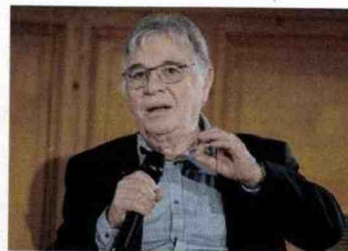
Jérôme Perrin,
directeur du réseau Outre-mer,
Bred Banque populaire



« Sur des sujets d'intérêt public, comment arrive-t-on à mixer investissement privé et exigence éthique ? »

Hervé Tonnaire, directeur des
Outre-mer, Banque des territoires

CHLORDÉCONE: UN HÉRITAGE TOXIQUE



Luc Multigner est intervenu
sur le scandale du chlordécone.

L'intervention de Luc Multigner, épidémiologiste à l'Inserm, qui est revenu sur le scandale du chlordécone, fut un moment particulièrement marquant. Dès les années 1970, la dangerosité de la molécule était connue. Pourtant, son usage s'est poursuivi aux Antilles jusqu'en 1993. Aujourd'hui, la quasi-totalité de la population antillaise présente des traces d'imprégnation. Les sols, les eaux et la chaîne alimentaire restent durablement contaminés. Cet insecticide accroît notamment le risque de cancer de la prostate et de prématurité, ce qui pose la question d'un héritage sanitaire et environnemental de long terme.



Revivez les conférences
de cette 5^e édition
des « Outre-mer aux
avant-postes ».

MATHILDE MAZARS/REA POUR « LE POINT » (X4)